

## Presse et pouvoirs

**Ignacio Ramonet**

*directeur de la rédaction  
du Monde diplomatique*

**Jules Clauwaert**

*éditorialiste à Nord-Éclair*

**Jean-Laurent Bernard**

*rédacteur en chef  
de Radio France Fréquence Nord*

**Ignacio Ramonet** : Le champ de l'information s'est transformé. Indiscutablement, un certain nombre de signes indiquent que l'information est en train de vivre des mutations importantes.

Première transformation majeure : il y avait jusqu'à présent trois sphères relativement autonomes. Il y a la sphère de l'information proprement dite, c'est-à-dire les nouvelles, avec ses agences de presse, ses journaux, ses journaux télévisés, ses journaux radiodiffusés, ses médias ; la sphère de la communication, avec la publicité, le marketing, c'est-à-dire toutes les institutions qui émettent un discours flatteur à l'égard d'un client ; et la sphère de la culture de masse, les films de masse, la littérature de masse, les feuilletons télévisés. Ces trois sphères convergent et se fondent en une seule sphère. De fait, ce qui est en train de se passer sous nos yeux, c'est que la sphère de la communication a absorbé les deux autres. Le discours de la communication - marketing, sondage, enquête, publicité - englobe désormais l'information.

Ce qui caractérise l'information aujourd'hui, ce sont trois qualités ou défauts.

La première qualité, c'est son abondance. L'information a été historiquement rare. Nos sociétés ont été des sociétés sans information, si ce n'est les informations de proximité. Mais ce qu'on appelle l'information de masse est une création de la fin du dix-neuvième siècle. C'est pourquoi on a pu dire pendant longtemps que l'information était rare, que celui qui détenait l'information détenait le pouvoir. On a pu faire une association entre information et pouvoir. Or nous vivons maintenant, particulièrement depuis quatre ou cinq ans, dans un univers d'informations surabondantes. Dans l'univers, nous avons quatre

éléments – la terre, l'air, l'eau, le feu –, le cinquième élément, c'est l'information. Il est aussi abondant que les autres. Et aussi pollué et contaminé que les autres.

On associe traditionnellement et historiquement l'information à la liberté. On dit : « Une société avec zéro information, c'est une société avec zéro liberté. » Nous avons vu comment les pères de la démocratie moderne se sont battus – et ils ont eu raison – pour le droit d'expression et pour le droit d'impression, donc pour le droit de faire circuler l'information, le savoir, la connaissance... Nous nous sommes habitués à une espèce de rapport entre

l'augmentation d'information et l'augmentation de liberté. Est-ce que depuis quelque temps, nous ne sommes pas entrés dans une période où l'augmentation d'information ne produit plus d'augmentation de liberté ? Dans la mesure où l'augmentation d'information ne produirait plus

**« nous nous sommes habitués à une espèce de rapport entre l'augmentation d'information et l'augmentation de liberté »**

clarification, mais au contraire confusion, donc obscurité. Par exemple, sur la guerre du Golfe, nous avons eu beaucoup d'informations. Cela ne nous a pas permis de bien comprendre. Est-ce que l'information libère, ou faut-il commencer à penser – mais évidemment les conséquences d'une telle pensée sont redoutables – qu'une augmentation de l'information produirait une diminution de la liberté ? Est-ce que nous ne sommes pas entrés maintenant dans une ère où, selon une courbe de Gauss, après avoir augmenté la liberté, l'information a atteint un palier et son augmentation risque de provoquer une diminution de ma liberté ?

La deuxième caractéristique de l'information, c'est la vitesse. L'information a circulé à des vitesses plus réduites. Aujourd'hui, elle circule à une vitesse maximale, c'est-à-dire à la vitesse de la lumière. C'est en soi relativement bénéfique, mais ce qu'on appelle aujourd'hui le direct – ou le temps réel – est devenu une qualité en soi. La vitesse devient une qualité intrinsèque de l'information. Bien sûr, si on compare deux informations, une information rapide à une information lente, l'information rapide a de tout temps eu plus d'intérêt. Mais une information en temps réel, quelle qu'elle soit, est une information qui a une qualité parce qu'elle est en direct. Nous voyons beaucoup d'informations, notamment dans les journaux télévisés, nous être présentées parce qu'elles ont été filmées en direct. Parce qu'un vidéaste ou un photographe amateur a filmé quelque chose en direct. La vitesse est donc devenue une qualité qui permet de valoriser un événement.

Cette valorisation est très importante, puisque la troisième qualité de l'information est qu'elle est devenue aujourd'hui une marchandise. C'est en tant que marchandise qu'elle circule. Elle fait l'objet d'un commerce : on achète, on vend... La qualité et la quantité d'informations sont donc régies par les lois du commerce. Cela signifie qu'aujourd'hui la valeur de l'information – son prix, son coût – dépend surtout du nombre de personnes susceptibles d'être intéressées par cette information. Ce n'est pas sa qualité intrinsèque, c'est-à-dire ce n'est pas son rapport

à la vérité ou au mensonge. On pourrait dire : « Une information est d'autant plus chère qu'elle est plus proche de la vérité ou qu'elle est, de manière garantie, vraie. » Mais ce n'est pas le cas. Dans le registre informationnel que nous connaissons, c'est le nombre de personnes susceptibles de s'intéresser à une information qui en fait son prix. Ce qui fait qu'une photo floue de Lady Di dans un yacht avec un nouvel ami a une valeur fantastique, alors que des informations importantes n'en ont pas tellement.

Tous ces éléments se produisent au moment où le champ de la communication vit les effets principaux de la révolution technologique en cours. Elle affecte l'économie, le social, la production industrielle...

« **les trois machines médiatiques mythiques se fondent et se confondent : le téléphone, la télévision et l'ordinateur** » Mais le cœur de cible de cette révolution technologique concerne directement le champ de la communication. C'est l'informatisation de la société. Jusqu'à présent, pour communiquer, les êtres humains ont utilisé trois systèmes de signes : le son,

l'image et l'écriture. Chacun de ces trois systèmes de signes a développé une technologie spécifique. Je parle par un micro, et par ce micro je ne peux pas envoyer des images ou de l'écriture. Ce micro sert pour le son. De même que si j'utilise une imprimerie de type Gutenberg, je ne peux pas imprimer du son. Le numérique, c'est la possibilité d'associer du son, de l'image et du texte, à la vitesse de la lumière. Désormais, là où j'avais trois systèmes, je n'en ai plus qu'un, le multimédia.

Cette révolution fait que convergent vers la communication et l'information tous les industriels qui s'occupaient avant de chacun des secteurs qui étaient isolés, puisque maintenant ils sont mêlés. En particulier, parce que les trois machines médiatiques mythiques se fondent et se confondent : le téléphone, le cinéma ou la télévision et l'ordinateur. Convergent par conséquent toutes les industries qui ont à voir avec le téléphone, l'informatique, la télévision, c'est-à-dire avec tous les champs de la communication. Au point que je ne sais plus où s'arrête la communication. La communication, aujourd'hui, ce sont les satellites, donc les fabricants de satellites sont dans le champ de la communication. La communication, aujourd'hui, si ce sont les satellites, ce sont les lanceurs de satellites, donc les lanceurs de satellites sont dans le champ de la communication. La communication, aujourd'hui, ce sont les câbles, donc tous les fabricants de câble, voire tous les spécialistes des flux, convergent vers la communication. Un exemple de spécialiste du flux, ce sont les marchands d'eau. Qui est l'un des premiers patrons de la communication en France ? La Générale des Eaux. Un flux, ce sont les autoroutes. Eh bien, Bouygues qui est un fabricant d'autoroutes, est un grand patron de la communication... Par ailleurs, des industriels venant du champ de l'informatique dure, des logiciels, ou de l'armement – en France, Matra – convergent maintenant vers le champ de la communication.

Par conséquent, la sphère communicationnelle devient tellement vaste et rassemble tellement d'acteurs qu'on ne peut plus regarder le problème concret de la presse écrite isolément de ce très grand maelström dans lequel nous sommes en train de vivre.

A l'échelle internationale, les médias essaient de savoir exactement ce que les lecteurs veulent qu'on leur dise. C'est un trait de la communication d'aujourd'hui. Les hommes politiques aussi font d'abord des sondages, savent à peu près de quoi il retourne, et seulement ensuite posent les questions qu'ils savent que le public attend. Certains journaux ont d'ailleurs systématisé cela. Dans les milieux journalistiques, on cite le cas d'un quotidien de Floride qui publie tous les jours un sondage, une sorte de questionnaire que le lecteur doit remplir et retourner au journal, et qui est étudié immédiatement. Cela lui permet par exemple de calibrer le journal en fonction d'un certain nombre de paramètres, notamment l'âge et le niveau socio-économique de ceux qui répondent : des jeunes de vingt à quarante ans et d'un niveau économique relativement élevé. Le journal a ainsi un discours qui est celui que le public veut entendre. Cette idée, même si elle n'est pas systématisée, imprègne beaucoup de journaux pour des raisons de concurrence, parce qu'on sait très bien qu'un certain public ne va jamais lire les journaux. Par conséquent, ce n'est pas lui qui est intéressant. Par ailleurs, on fait maintenant des sondages pour dire quels sont les médias lus par les plus aisés des Français, parce que ça conditionne la publicité la plus rentable. C'est cela qu'on vend aux annonceurs.

**« la connivence et la compromission sont largement présentes dans les relations entre presse et pouvoir politique »**

La connivence et la compromission sont largement présentes dans les relations entre presse et pouvoir politique. C'est un même monde. Si on parle tellement d'éthique et de déontologie aujourd'hui, c'est parce qu'on sent bien qu'il y a carence à cet égard. Effectivement, les journalistes dans leur ensemble – les journalistes les plus en vue dans le pays – ont un peu la même formation, vivent dans le même milieu. On l'a bien vu, il y a eu l'affaire Botton tout de même en France qui a bien montré que c'était le même univers. Le film de Pierre Carle *Ni vu ni connu* a été censuré parce qu'il montrait des évidences de connivence en la matière, comment, dans un même milieu parisien, journalistes et responsables politiques se tutoient, se marient – ce n'est pas un secret, deux des ministres sont mariés à des grandes personnalités des médias –, vivent ensemble, cohabitent... Il est évident qu'à cet égard, la presse n'est pas une garantie pour les citoyens. Il n'y a pas de quatrième pouvoir.

Les journalistes ne sont pas le peuple. Gramsci disait : « *Il ne faut pas aller au peuple, il faut être le peuple.* » Ils l'ont été à une époque. Alors, il n'y a pas eu d'âge d'or du journalisme, mais il suffit de regarder les films américains des années quarante ou cinquante pour voir ce qu'étaient les journalistes. Les reporters appartenaient aux classes moyennes, ils vivaient dans des quartiers populaires, dans des petits meublés... Donc ils vivaient les conditions populaires. Aujourd'hui, nous vivons dans une société d'inégalités qui produit des inégalités économiques et culturelles majeures avec des écarts qui ne cessent de s'accroître. Les journalistes vivent dans un univers qui fait que quand ils vont dans certaines banlieues, c'est plus exotique que lorsqu'ils vont à Bagdad. C'est devenu des

univers radicalement étrangers. Par conséquent, il n'y a pas de garantie aujourd'hui que la presse soit un quatrième pouvoir. Qui plus est, nul n'attache autant d'importance à la presse que les responsables politiques, curieusement. Ils la lisent beaucoup plus attentivement que les citoyens. Les responsables politiques sont les derniers à croire que la presse a une très grande importance.

On vit dans une société de communication : tout le monde communique plus ou moins, il y a une intelligence de la communication, les gens ne sont pas dupes.

**« qui a fait cette autocritique élémentaire qu'il faudrait faire pour que les médias soient respectés ? »**

On sait décoder aujourd'hui, on ne prend pas les choses au pied de la lettre. Seuls certains responsables politiques continuent de croire qu'il existe un rapport proportionnel entre la quantité d'informations et l'effet de cette information. Des

tas d'exemples montrent que ça ne fonctionne pas comme ça. Si ça fonctionnait, Pinochet serait toujours au pouvoir au Chili, Jaruzelski serait toujours au pouvoir en Pologne... Les régimes les plus autoritaires qui ont matraqué leur population pendant des décennies avec des discours identiques n'ont pas réussi à convaincre les citoyens. La communication est plus subtile, et le décodage des gens est plus habile. Mais comme les politiques y croient, il se noue ce genre de rapports, parce que seuls les politiques accordent une telle importance au médiatique. Aujourd'hui, c'est vrai qu'il y a un pouvoir politico-médiatique.

Dernier aspect de ce problème, les médias aujourd'hui se comportent avec une certaine cruauté à l'égard des autres pouvoirs – à juste titre parfois –, pratiquent un journalisme de révélation, de dévoilement, d'enquête..., mais pourquoi ne l'appliquent-ils pas au pouvoir des médias ? Quand apprenons-nous des scandales en matière de manipulation médiatique ? C'est rare. Quand les médias reconnaissent-ils avec autant d'importance qu'ils ont manipulé ou qu'ils sont tombés dans des manipulations, ne serait-ce que sans le vouloir ?

Prenons un exemple : avant les jeux Olympiques d'Atlanta, l'accident du vol 800 de la TWA. Qu'est-ce qu'on a dit immédiatement ? Ce sont les terroristes islamistes qui veulent saboter Atlanta, et on est resté sur cette position durant plusieurs mois. Aujourd'hui, on vient d'apprendre que le FBI abandonne l'enquête. Quel journal a publié les "unes" qu'il avait consacrées à cet attentat et les articles qu'il avait consacrés à la filière islamiste, et comment on avait poursuivi les islamistes jusqu'à Londres pour savoir qui était le commanditaire de cet attentat ? Quel journal télévisé a dit : "nous nous sommes trompés" après avoir présenté pendant des semaines des reportages sur les morts d'Atlanta, en montrant à quel point c'était la filière islamiste ? Qui a fait cette autocritique élémentaire qu'il faudrait faire pour que les médias soient respectés ? Dans ce contexte, les médias ne peuvent pas avoir le respect des citoyens s'ils ne commencent pas par faire cette autocritique.

**Jules Clauwaert** : J'assiste, depuis quelque temps, au monopoly de la presse. Il fut un temps où les gros groupes de presse – les Citizen Kane, les Murdoch ; en France Hersant, qu'on appelait "le papyvore" – se battaient entre eux, mais ils

étaient reconnus comme hommes de presse. Phénomène nouveau, il y a maintenant des financiers, et derrière des groupes industriels. Ce n'est pas par hasard que ce sont des gens qui fabriquent des tuyaux, dans le cas de Bouygues, ou qui font passer des choses dans les tuyaux, dans le cas de la Générale des Eaux. Là, je commence à me poser quelques questions. Je veux bien être candide jusqu'à un certain point, mais j'ai du mal à imaginer qu'il n'y a pas là dessous quelque dessein qu'on ne saurait voir.

Actuellement, il y a des regroupements dans la presse, outre cette intrusion des groupes financiers. Le prétexte, on le connaît bien, on nous le serine depuis plusieurs années, "pour nous mettre à la dimension européenne". A mon niveau, je constate que la presse écrite ne va pas très bien, à quelques exceptions près, y compris dans la presse régionale. Dans la presse de province, il y a une dizaine de journaux qui se portent bien. D'ailleurs ils ont formé un groupe. Ils font eux-mêmes leur regroupement dans des zones de diffusion en absorbant d'autres titres et en disant : « *Mais nous maintenons le pluralisme, puisqu'il y a une pluralité de titres.* » C'est vrai pour Bordeaux, c'est vrai pour Rennes, c'est vrai au nord de la Seine. On sait qu'un journal dit : « *Nous sommes les plus forts au nord de la Seine* » et qu'il vise sans doute à être le seul au nord de la Seine. Même à Marseille où il y avait encore des journaux, personne n'a hurlé de rire quand on a vu que fusionnaient *Le Provençal* et *Le Méridional*, c'est-à-dire un journal qui se proclamait de gauche et un journal ardemment de droite. Et quand je dis de droite, je suis modéré dans mes propos. Il paraît que tout ça, ce sont les lois du marché, qu'on ne peut pas y échapper et que toutes les entreprises de presse doivent désormais s'incliner. J'ai encore l'air d'un dinosaure quand je prononce le mot "pluralisme". D'après la loi Léotard de 1986, il paraît que le pluralisme d'expression est un objectif d'ordre constitutionnel. Je suis un citoyen discipliné et je demande quels peuvent en être les effets. Nous avons un choix à faire : ou une entreprise de presse est une entreprise comme une autre qui fabrique un produit comme un autre – une marchandise – qui s'adresse à des clients, et donc il faut plaire au maximum de clients, s'adapter à ses goûts, ou alors on conserve une logique citoyenne. Pour ma part, j'estime qu'il doit exister un moyen de maintenir dans notre pays un pluralisme des expressions.

**« Nord-Éclair survit parce que, chaque jour, ses journalistes font des acrobaties »**

Préserver l'identité et le pluralisme, c'est beau, c'est bien gentil. Nous avons de beaux petits débats théoriques, de belles pétitions de principes, nous sommes pétris de bonnes intentions. Et je me rends compte que *Nord-Éclair* survit parce que, chaque jour, ses journalistes font des acrobaties. Là aussi, la liberté, c'est une belle formule, mais vous n'avez pas toujours les moyens de l'exercer. Nous sommes persuadés que le journalisme ne consiste pas simplement à reproduire des communiqués ou des dépêches d'agence. Nous avons aussi notre personnalité, notre identité, pas seulement en ce qui concerne les affaires régionales. Mais nous mettons notre point d'honneur à "emmerder" nos lecteurs,

qui peut-être ne le demandent pas, avec la Bosnie, le Rwanda ou l'Algérie, parce que nous avons conscience que c'est notre devoir dans une presse citoyenne de parler de ces choses. Quand nous parlons par exemple de l'Algérie, nous "bassinons" peut-être un peu les gens en disant : « *Nous n'avons pas le droit de nous taire* », mais nous parlons. Nous avons comme slogan à Nord-Eclair : *Un outil au service de la population*. Cette population comprend une grande partie d'immigrés. Parmi ces immigrés, beaucoup de Maghrébins, et parmi ces Maghrébins, beaucoup d'Algériens. Nous sommes un peu la voix des Algériens de cette région, quand nous faisons des papiers, des éditoriaux, quand nous parlons de ces choses dans un petit journal de province. Maintenant, pour mener des enquêtes, faire de l'investigation, je plains mon successeur à la direction de la rédaction qui, tous les jours, doit se gratter la tête et dire : « *Oui, j'ai des idées formidables, oui nous avons en commun des idées formidables, mais comment les réaliser ? Comment faire ce type de papier, comment faire ce type d'enquête ou de reportage ?* »

Nos journaux pratiquent un prix censitaire pour une partie de la population. Des gens n'ont pas les moyens d'acheter le journal chaque jour. Le quotidien en France est trop cher. Il y a là une inégalité. De même que pour le multimédia, on fabrique de l'inégalité, même si des efforts sont faits dans cette région – et j'espère qu'ils aboutiront – de manière à ce que les enfants dont les parents n'ont pas d'ordinateur à la maison ne soient pas "unijambistes" à douze ans.

**Jean-Laurent Bernard** : Sur l'Irak et les États-Unis : si vous avez la chance d'être câblés ou si vous avez regardé un peu autour de vous, il y a une formidable campagne de presse américaine, notamment par CNN, pour faire monter la pression et dire : « *Les Irakiens sont vraiment des enfoirés, il faut leur foutre sur la gueule* » comme on dit aux Guignols. CNN est repris par un certain nombre de networks américains qui font monter la pression. Et les Américains, gendarmes du monde, auront beau jeu à un moment ou à un autre de dire : « *Vous voyez, même l'opinion publique nous accompagne.* » Pour preuve, un sondage qui sort ce soir : 85% des Américains sont d'accord pour qu'il y ait une riposte militaire à l'agression irakienne.

Deuxième exemple : à l'autre bout de la planète, chez nous, Martine Aubry, ministre de l'Emploi, travaille sur un texte passé devant le Parlement, sur la réduction de l'Aged, l'allocation de garde d'enfant à domicile. Elle dit que ça concerne quelques dizaines de milliers de familles. La presse, pour partie, répond que c'est faux et que ça concerne plusieurs centaines de milliers de familles. Bagarre de chiffres, on n'avance pas. Et Martine Aubry raconte qu'elle en a ras-le-bol de faire des conférences de presse, parce qu'elle se retrouve toujours face à des femmes journalistes qui bénéficient de l'Aged, et elle se fait voler dans les plumes à chaque fois. Que fait Martine Aubry ? Elle va au bout de sa logique, elle fait passer le texte, le texte va être voté et ce sera appliqué l'année prochaine, même si on a trouvé un léger amendement qui ne représente pas grand-chose. Donc effectivement, là, il y a eu un pouvoir et un contre-pouvoir. C'est-à-dire un

élu et en face la presse, qui plus est une presse personnalisée par des journalistes directement concernés pour une fois par ce dont ils parlent. En dépit de cela, elle est allée au bout. Est-ce que pour autant il y aura de la rancune chez les journalistes qui, tôt ou tard, feront la peau de Martine Aubry ? Je n'en sais rien. On travaille dans un métier qui n'a pas de mémoire. On travaille de plus en plus dans l'instant, et par définition l'instant n'a pas de mémoire, donc on passe vite à autre chose.

Troisième exemple : Lille-Sud, la nuit dernière, échauffourées à la suite d'une arrestation, musclée semble-t-il – je n'y étais pas, mais j'ai entendu, j'ai lu, j'ai regardé – d'un homme en train de voler un autoradio dans une voiture. Réaction locale de deux ou trois habitants, de la mère de l'intéressé, bagarre avec les flics, on emmène tout le monde au poste. Et la nuit dernière, une dizaine de véhicules sont incendiés. Sur ces entrefaites, la presse débarque, fait des images, fait du son, fait de l'écrit, et raconte ce qu'elle a vu. Je ne dis pas : « *Les choses sont ainsi faites qu'il faudrait à un moment ou à un autre qu'on pose les gommes, les crayons, les magnétos...* » Cela ne fonctionne pas du tout ainsi. Il faut arrêter de rêver. Les uns et les autres, nous avons des contraintes financières, des logiques de fonctionnement, des salaires. Nous appartenons à une entreprise qui vit de son travail. A Lille-Sud la nuit dernière, qui a parlé aux journalistes ? Les témoins, les acteurs, et très peu de gens qui ont du pouvoir, c'est-à-dire par exemple les policiers, voire les magistrats, voire les élus. Sur Fréquence Nord, on raconte : « *Arrestations musclées. Ecoutez le témoignage de Mme Glandu qui a vu du haut de sa fenêtre...* » Et Mme Glandu dit : « *J'ai vu les flics,...* » Les flics ne répondent pas. On peut poursuivre avec les agressions dans les transports en commun. La direction de Transpole – mais c'est valable également dans d'autres villes – se tait. Les élus organisent une manifestation la semaine dernière à la Communauté urbaine pour dire : « *Il est urgent d'attendre, il faut qu'on réfléchisse à la question.* »

Nous journalistes, qu'est-ce que nous faisons ? Nous donnons la parole à l'usager, et l'usager dit : « *C'est le bordel, j'ai la trouille quand je prends le bus.* » Le pouvoir de la presse se transforme donc forcément en presse partielle. Et il vient un moment où des élus vont dire : « *Vous voyez bien qu'on a une campagne de presse en face de nous.* » Vous allez avoir un flic qui va dire : « *Attendez, j'en ai marre de me faire casser les reins tous les matins par la presse qui m'en veut, qui en veut à la police, qui a décidé que...* »

Comment se passe une conférence de presse aujourd'hui entre des journalistes et le détenteur d'un savoir quelconque ? Dans un premier temps, vous allez recevoir un coup de téléphone ou un fax de quelqu'un qui va vous dire : « *J'organise une conférence de presse sur tel sujet dans quinze jours.* » Cela signifie que quelqu'un a commencé à imaginer qu'il serait intéressant de dire des choses à des journalistes. On commence par un fax. Deuxième temps de l'opération, vous allez avoir un coup de téléphone de relance pour vous dire :

**« on travaille dans un métier  
qui n'a pas de mémoire »**

« Est-ce que vous avez bien reçu mon fax ? », ce qui commence à mettre la pression sur le journaliste ou sur l'organe de presse en question, une façon de lui dire : « C'est important ce qu'on va faire, c'est important ce qu'on va dire. » Troisième temps de l'opération : une semaine ou quelques jours avant la manifestation en question, coup de téléphone : « Est-ce que vous venez ? »

**« les journalistes bien souvent ne s'aiment pas, sont archi-concurrents, se méprisent ou, en tout cas, ont des rapports très tendus »**

Les journalistes – il faut tordre le cou à des légendes – bien souvent ne s'aiment pas, sont archi-concurrents, se méprisent, ou en tout cas ont des rapports très tendus. Personnellement, je ne peux pas dire qu'humainement j'ai l'ombre d'un problème avec mes confrères en radio, mais sur le strict plan professionnel je suis archi-concurrent. L'intérêt, c'est de faire de l'audience. Se pose la question de savoir jusqu'où on peut aller pour faire de l'audience. Les uns et les autres, nous posons des questions. Moi, je travaille en radio, il est 17 heures, j'ai un journal à 18 heures, il faut que le sujet soit bouclé en une heure de temps. Cela signifie que je vais consacrer à l'information une minute, deux minutes maximum sur l'antenne, dans un journal qui va en faire dix ou quinze. A partir de là, je vais faire des choix. Mais à partir de là, mon pouvoir d'investigation est quasiment nul. Qu'est-ce que je vais faire en une heure, à part enregistrer ce que la personne voudra bien me dire. Si, par bonheur, je suis envoyé sur un sujet sur lequel j'ai déjà travaillé, j'ai une chance sur deux de ne pas dire de connerie ou de poser une question un petit peu intelligente. Si, en revanche, c'est un sujet sur lequel je débarque, bonjour la galère. Quand je suis rentré à la radio, on ne m'a pas demandé d'être spécialiste de Lille-Sud. L'organisation d'un quartier, je l'ai apprise sur le terrain, je ne l'ai pas apprise dans un bouquin. Mais, pour la raconter en une minute trente au terme d'une nuit d'échauffourées, ça me semble un peu compliqué. Donc je vais faire un choix. Et là va être effectivement mon pouvoir. Mon pouvoir va être de dire : « Cette personne qui m'a parlé, cette nuit d'émeute, je décide d'en prendre tel aspect pendant une minute ou une minute trente, de donner la parole à telle ou telle personne. » C'est totalement insuffisant, c'est totalement subjectif. Simplement, à moins de revoir complètement la radio, je ne vois pas très bien comment je peux faire autrement aujourd'hui.

Une chose que je trouve personnellement très inquiétante, c'est que l'éclatement des moyens de communication a fait qu'aujourd'hui, un certain nombre de gens a appris à se servir de la communication, a appris à se servir de l'information.

Par rapport à la connivence réelle ou supposée des journalistes et du pouvoir politique en général, tout est affaire d'appréciation. Vous ne pouvez pas empêcher les journalistes de manger avec des élus, de voyager éventuellement avec eux – et je pèse mes mots – et de passer du temps. Il faut aussi être sérieux. Je vous disais tout à l'heure à quel point nous avons des difficultés d'aller au fond de certains dossiers par méconnaissance. Je ne vois pas comment on peut bosser

les questions autrement qu'avec les gens qui sont concernés. Moi, manger, passer une soirée ou voyager avec un élu – sur un voyage professionnel bien entendu –, ça ne me pose aucun état d'âme. Là où il va y avoir un problème et donc connivence, c'est à partir du moment où ce rapport d'intimité professionnelle va se transformer en censure ou en autocensure. Mais l'importance des élus dans une démocratie est telle qu'on ne peut pas en permanence les voir et les traiter comme des chiens en leur disant : « *Je suis désolé, je ne vous sers pas la main, sinon je vais me compromettre* », et puis : « *Vous répondez à mes questions, je n'ai rien d'autre à vous dire* ». Cela ne se passe pas comme ça ■